

2 Politique

Dialogue politique/Fin de la phase citoyenne et début de la phase politique

"Il n'y aura pas de rupture entre les deux phases"

S. M.
Akanda/Gabon

C'est l'un des coprésidents pour l'opposition, René Ndemezo' Obiang qui l'a affirmé, hier au stade d'Angondjé, à l'occasion de la clôture des travaux de la phase citoyenne du dialogue politique. Phase dont la lecture du rapport général a constitué le lancement officiel de la phase purement politique.

LES travaux de la phase citoyenne du dialogue politique se sont officiellement bouclés hier, au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville, pour laisser place à la phase purement politique. Laquelle s'étendra jusqu'au 10 mai prochain. Deux cérémonies solennelles présidées par les Coprésidents du bureau de ces assises (Majorité/Opposition) et, en présence de l'ensemble des membres dudit bureau, ont successivement servi de transition entre ces deux phases.

La première cérémonie a été axée sur la remise du rapport général des travaux de la phase citoyenne par l'ensemble des membres des bureaux des différents panels de ladite phase, aux membres du bureau du dialogue politique. Les présidents des panels ont, dans un premier temps, et à tour de rôle, remis le rapport du travail fourni par leurs panels respectifs, aux co-vice-présidents de la majorité et de l'opposition. Cela, avant la remise du rapport général au coprésident pour l'opposition, Pierre-Claver Maganga Moussavou.

Intervenant pour la circonstance, et pour mettre fin à la deuxième phase de ces assises, René Ndemezo' Obiang a rassuré l'assistance et surtout tous les représentants des panels inquiets, de ce que le fruit de leurs "journées de travail" sera pris en compte tout au long de cette phase politique. «Il n'y aura pas de rupture entre la phase citoyenne et la phase politique», a déclaré le président de Démocratie nouvelle (DN). Puis d'expliquer qu'il ne s'agit que d'un simple relais par les acteurs politiques de notre pays. Et le travail que devront faire ces derniers, n'aura pour base que le contenu du rapport général à lui remis.

C'est dans ce sens que l'ancien député de Bitam, par ailleurs ancien directeur de campagne de Jean Ping à la Présidentielle de 2016, a d'ailleurs invité les membres des panels de cette partie citoyenne, à une cer-



Photo : Bandoma

Le Bureau du dialogue politique, lors de cette cérémonie de clôture.



Photo : Bandoma

Une vue des facilitateurs aux côtés du ministre d'Etat en charge du Dialogue politique, François Nkea (dernier plan).



Photo : Bandoma

Les Coprésidents réceptionnant le rapport général des travaux de la phase citoyenne.



Photo : Bandoma

Ici le co-vice-président Guy-Christian Mavioga recevant celui du panel 1.



Photo : Bandoma

taine disponibilité "pour répondre à toute sollicitation qui viendrait pour permettre de mieux enrichir le travail de la société civile ayant pris part à ce dialogue". Surtout, s'il arrivait qu'il ait des zones d'ombre ou autres incompréhensions. Autrement dit, ces représentants des panels pourraient, si besoin s'impose, être amenés à être des observateurs ou des témoins du travail en commission, des politiques. Par ailleurs, la seconde cérémonie solennelle qui s'est déroulée sous forme de plénière, sous la "Grande tente" du stade, a permis de découvrir le contenu proprement dit, dudit rapport général, comme pour situer l'ensemble des participants de cette phase politique, au même niveau d'information. Les rapporteurs du bureau du dialogue ont, tour à tour, dévoilé de façon détaillée, les attentes de ces Gabonais et Gabonaises, contenus dans le document final de leur travail de réflexion. Notamment en ce qui concerne les réformes électorales, la consolidation de la paix et de la cohésion nationale, la modernisation de la vie publique, et la réforme des institutions et la consolidation de l'Etat de droit démocratique. Aussi, faut-il souligner que cette séance a surtout été marquée par une série de communications. Parmi lesquelles, celles des représentants des institutions (Assemblée nationale, Sénat, Cour constitutionnelle, Conseil économique et social, Conseil national de la Démocratie, Conseil national de la Communication, la Médiature de la République et la Commission électorale nationale autonome et permanente). Les interventions de Paulin Obame Nguema et Daniel Ona Ondo, tous anciens Premiers ministres chef de gouvernement étaient également prévues (lire par ailleurs).

Les politiques, à l'heure de leur plénière d'ouverture.